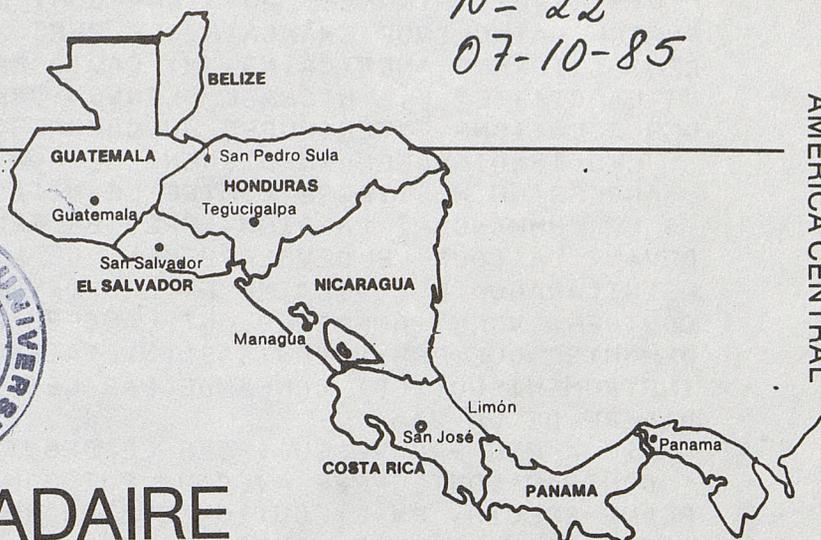




AGENCIA NUEVA NICARAGUA
8 Rue des Capucines
75002 Paris France
Tel: 261 26 98 Telex: 215993



N° 22
07-10-85

AMÉRICA CENTRAL

BULLETIN HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE :

- I. NICARAGUA-ETATS-UNIS: LA GUERRE SECRETE DEVANT LA COUR DE LA HAYE.
- II. COSTA RICA: LES DESSOUS DU COUP MONTE DE LA PENCA.-
- III. COTANDORA: LE FINANCEMENT DES CONTRAS AFFAIBLIT LE TRAITE DE PAIX.
- IV. PANAMA: CONTINUITE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE MALGRE LE CHANGEMENT DE PRESIDENT.

I.- NICARAGUA-ETATS-UNIS: LA GUERRE SECRETE DEVANT LA COUR DE LA HAYE.-

PAR MARIA ISABEL PASOS.-

MANAGUA, SEPTEMBRE (ANN).- LES PREUVES DE L'IMPLICATION DU GOUVERNEMENT AMERICAIN DANS L'AGRESSION MILITAIRE DONT LE NICARAGUA EST LA VICTIME DEPUIS 1981 QUE MANAGUA VIENT DE PRESENTER DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE DE LA HAYE ONT, UNE FOIS ENCORE, MIS EN EVIDENCE LA RESPONSABILITE DE LA MAISON BLANCHE.-

C'EST LE 12 SEPTEMBRE DERNIER QUE LA COUR A COMMENCE LES AUDIENCES DU PROCES QU'ELLE INSTRUIT A LA SUITE DE LA PLAINTE DEPOSEE PAR LE NICARAGUA CONTRE LES ''ACTIONS MILITAIRES ET PARAMILITAIRES'' FAITES PAR LES ETATS-UNIS POUR RENVERSER LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN. LES TEMOINS A CHARGE LUI ONT ETE PRESENTES EN L'ABSCENCE DES REPRESENTANTS DE WASHINGTON.-

LES ACTIONS ENTREPRISES PAR LES ETATS-UNIS EN VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL ONT INCLUS LA CREATION D'UNE ARMEE MERCENAIRE FORTE DE QUELQUES DIX MILLE HOMMES ET LA PARTICIPATION DIRECTE A LA GUERRE D'EFFECTIFS DES FORCES ARMEES AMERICAINES ET DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS DES ETATS-UNIS.-

C'EST A LA SUITE DU MINAGE DE L'ENTREE DE SES PRINCIPAUX PORTS PAR DES AGENTS DE L'AGENCE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS (CIA), FAIT QUI A ETE ATTESTE PAR LA SUITE PAR DES DIRIGEANTS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES AYANT DESERTE LES RANGS DE LEUR ORGANISATION QUE LE NICARAGUA A DEPOSE LE 9 AVRIL 1984 SA PLAINTE A LA HAYE.-

LES 15 JUGES DE CETTE COUR, LA PLUS HAUTE JURIDICTION DES NATIONS UNIES, ONT ENTENDU LES DEPOSITIONS DES TEMOINS OCULAIRES ET EXAMINE LES DOCUMENTS PRESENTES PAR LES AVOCATS DE L'ACCUSATION DANS LA SEMAINE QUI A SUIVI LE DEBUT DES AUDIENCES.-

LES PRINCIPAUX FAITS QUI ONT MARQUE LA ''GUERRE SECRETE'' DU GOUVERNEMENT REAGAN ONT ETE RELATES EN DETAIL PAR LE VICE-MINISTRE NICARAGUAYEN DE L'INTERIEUR, LE COMMANDANT LUIS CARRION, PAR LE

ANN HEBDOMADAIRE EST UNE PUBLICATION DE L'AGENCIA NUEVA NICARAGUA (ANN)
DONT LE SIEGE CENTRAL SE TROUVE A MANAGUA.

ANN - APARTADO POSTAL 435 - TELEPHONE 23278 - TELEX 1081

4°P. 11481

MINISTRE DES FINANCES DU NICARAGUA, M. WILLIAM HUPPER, PAR UN PRETRE CATHOLIQUE FRANCAIS, LE PERE JEAN LOISON AINSI QUE PAR DEUX CITOYENS AMERICAINS, M. DAVID MACMICHAEL, ANCIEN ANALYSTE DE LA CIA, ET M. MICHAEL GLENNON, ANCIEN CONSEILLER DU COMITE DES RELATIONS EXTERIEURES DU CONGRES.-

LES TEMOIGNAGES IMPLIQUENT LE GOUVERNEMENT AMERICAIN DANS LA L'AGRESSION MILITAIRE CONTRE LE NICARAGUA.-

LE COMMANDANT CARRION, PREMIER TEMOIN A COMPARAITRE, A EXPOSE DEVANT LA COUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRESSION MILITAIRE DONT LE NICARAGUA EST VICTIME ET LES DIVERSES OFFENSIVES QUE LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES ONT LANCEES A SES FRONTIERES. IL A DEMONTRE QUE LES ''CONTRAS'' N'ETAIENT RIEN D'AUTRE QU' ''UN INSTRUMENT QUI EST COMMANDE PAR LES ETATS-UNIS PAR L' INTERMEDIAIRE DE LA CIA''.-

IL A ETE PROUVE QUE, DES LE DEBUT DE L'AGRESSION EN 1981, LES ''CONTRAS'' ONT OPERE AVEC UN PUISSANT ARMEMENT ET SELON DES PLANS PRECIS, EN EXECUTION DES ORDRES D'UN ETAT MAJOR CENTRAL, A SOULIGNE LE VICE MINISTRE.-

C'EST L'INTERVENTION DE LA CIA ET LES MILLIONS DE DOLLARS DONNES PAR LES ETATS-UNIS QUI EXPLIQUENT LA TRANSFORMATION EN UNE ARMEE ORGANISEE DES BANDES D'EX-GARDES SOMOCISTES, A-T-IL POURSUIVI.-

LE COMMANDANT CARRION A PRESENTE DES FAITS QUI DEMONTRENT QUE DES EFFECTIFS DES FORCES ARMEES DES ETATS-UNIS SONT IMPLIQUES DANS LES OPERATIONS MILITAIRES CONTRE LE NICARAGUA. IL A NOTAMMENT PARLE DE L'ATTAQUE AERIENNE DE 1984 CONTRE LA LOCALITE DE SANTA CLARA (DEPARTEMENT DE NUEVA SEGOVIA) AU COURS DE LAQUELLE DEUX RESSORTISSANTS AMERICAINS AVAIENT TROUVE LA MORT AUX COMMANDES D'UN HELICOPTERE AINSI QUE DU MINAGE DES PORTS NICARAGUAYENS ET DU SABOTAGE DE L'OLEODUC DE PUERTO SANDINO EXECUTES EN OCTOBRE 1983.-

IL A QUALIFIE DE ''FORME D'INTIMIDATION ET DE MENACE PERMANENTE CONTRE LE NICARAGUA'' LA REALISATION AU HONDURAS VOISIN DE MANOEUVRES MILITAIRES AMERICAINES ET LA PRESENCE CONSTANTE AU LARGE DES COTES NICARAGUAYENNES DE BATIMENTS DE LA MARINE DE GUERRE DES ETATS UNIS.-

APRES SA DEPOSITION, LE COMMANDANT CARRION A DECLARE: ''J'AI VOULU QUE DEMEURE CLAIREMENT ETABLI QUE LA ''CONTRA'' EST UNE CREATION ARTIFICIELLE DES ETATS-UNIS ET QU'ELLE S'ETEINDRAIT PRATIQUEMENT TRES VITE SI ELLE N'ETAIT DIRIGEE ET AIDEE PAR LE GOUVERNEMENT DE CE PAYS''.-

POUR SA PART, M. MACMICHAEL QUI DE 1981 A 1983 TRAVAILLA COMME ANALYSTE DE LA CIA, A REVELE QUE REAGAN AVAIT APPROUVE EN 1981 LE PLAN CONCU PAR LA CENTRALE POUR DESTABILISER LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN.-

LA CIA PRETENDAIT ENVOYER UNE FORCE CLANDESTINE DE MILLE CINQ CENT HOMMES AU NICARAGUA. SON BUT ETAIT DE PROVOQUER UNE REACTION DE MANAGUA CONDUISANT LES SANDINISTES A SORTIR DE LEURS FRONTIERES ET PERMETTANT DE DEMONTRER LEUR CARACTERE AGRSSIF ET LA MENACE QU'ILS CONSTITUAIENT POUR LES ETATS VOISING, CE QUI POURRAIT ENTRAINER DES SANCTIONS DE LA PART DE L'OEAA''.-

L'ANCIEN ANALYSTE DE LA CIA A DEMENTI L'EXISTENCE D'UN FLUX D'ARMES ALLANT DU NICARAGUA AUX GUERRILLEROS SALVADORIENS, ARGUMENT QUE WASHINGTON A UTILISE COMME PRETEXTE POUR LANCER SON OFFENSIVE CONTRE LE DIRIGEANTS SANDINISTES.-

M. MACMICHAEL A AFFIRME QU'IL AVAIT EU POUR TACHE LORSQUE LA CIA L'EMPLOYAIT, D'ANALYSER UNE DOCUMENTATION ET D'Y DECOUVRIR DES PREUVES DE CETTE ACCUSATION MAIS QU'IL N'EN AVAIT TROUVE AUCUNE QUI PUISSE INDIQUER QUE LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN AIT ETE MELE AUN SUPPOSE TRAFIC D'ARMES.-

M. GLENNON, ACTUELLEMENT PROFESSEUR DE DROIT A L'UNIVERWITE DE CINCINNATI, A SEJOURNE CETTE ANNEE AU NICARAGUA POUR Y ENQUETER SUR LES DROITS DE L'HOMME. IL A PRESENTE A LA COUR DES PREUVES METTANT EN EVIDENCE QUE LES GROUPES ''CONTRAS'' RECOURENT SYSTEMATIQUEMENT AU TERRORISME ET VIOLENT LES DROITS DE L'HOMME.-

IL A SOULIGNE QU'EN UN SEUL MOIS (FEVRIER 1985, AVAIENT ETE ENREGISTRES 60 ASSASSINATS, 3 CAS DE TORURE, ET 34 ENLEVEMENTS, TOUS DU DAIT DES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES.-

LES ETATS-UNIS SONT MORALEMENT LES RESPONSABLES PRINCIPAUX DE CES ACTES A DIT M. GLENNON A LA COUR, PARCE QUE "DONNER UNE AIDE A LA CONTRA EQUIVAUT A DONNER UN PISTOLET A UN ASSASSIN SACHANT QU'IL VA COMMETTRE UN CRIME".-

LE PERE LOISON A DECLARE QUE LES GROUPES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI OPERENT AU NORD DU PAYS ONT CREE UNE "ARMOSPHERE EMPESTEE" PAR LA TERREUR CAR ILS ENLEVENT, VIOLENT, TORRURENT, ASSASSINENT LA POPULATION NICARAGUAYENNE.-

LE PRETRE FRANCAIS A MONTRE DE NOMBREUSES PHOTOGRAPHIES DES VICTIMES DE LA TERREUR CONTRE-REVOLUTIONNAIRE PRISES A L'HOPITAL DE LA TRINIDAD (DEPARTEMENT D'ESTELI) OU IL TRAVAILLE.-

TEMOIGNANT SUR UN AUTRE ASPECT DE L'AGRESSION MILITAIRE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN, LE MINISTRE DES FINANCES DU NICARAGUA, M. WILLIAM HUPPER, A INDIQUE QUE LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR SON PAYS DEPASSAIENT UN MILLIARD TROIS CENT MILLIONS DE DOLLARS.-

CE CHIFFRE COMPREND, AINSI QU'IL L'A PRECISE, LES PERTES DIRECTES EN BIENS DE CAPITAL, LE COUT PAYE AU NIVEAU DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, LA CROISSANCE BUDGETAIRE POUR COMPRENSER LE COUT DE L'AGRESSION AINSI QUE L'ABSORPTION PAR LA DEFENSE NATIONALE DU BUDGET RESERVE A D'AUTRES PROGYAMMES: LA PART DE LA DEFENSE NATIONALE DANS LES DEPENSES BUDGETAIRES EST PASSE DE 12 POUR CENT EN 1981 A 40 POUR CENT AUJOURD'HUI.-

LA COUR A EGALEMENT ENTENDU LA DECLARATION ECRITE D'EDGAR CHAMORRO, UN DES LEADERS DE LA CONTRE-REVOLUTION QUI FUT MEMBRE DU DIRECTOIRE POLITIQUE DES DITES "FORCES DEMOCRATIQUES NICARAGUAYENNES" (FDN). DES PROBLEMES DE STATUT MIGRATOIRE ONT EMPECHE M. CHAMORRO DE SE RENDRE A LA HAYE.-

EDGAR CHAMORRO AVOUE DANS SA DECLARATION QUE LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES SONT TOTALEMENT CONTROLEES PAR LE GOUVERNEMENT AMERICAIN PAR LES BIAIS DE LA CIA ET IL Y INDIQUE QUE DEUX FONCTIONNAIRES DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE DES ETATS-UNIS, LE LIEUTENANT COLONEL OLIVER NORTH ET RONALD LEHMAN, ETAIENT DEPUIS 1984 DES CONSEILLERS DES FDN.-

L'ANCIEN CHEF CONTRA A EGALEMENT REVELE QUE LE MINAGE DES PORTS NICARAGUAYENS A ETE COMPLETEMENT REALISE PAR DES AGENTS DE LA CIA ET QUE LES FDN N'Y ONT EU AUCUNE PART MEME SI ELLES ONT PU REVENDIQUER CETTE OPERATION.-

LE POINT DE VUE DES AVOCATS.-

REVISANT LES ELEMENTS DE PROUVES PRESENTES PAR LES TEMOINS CONVOQUES AU PROCES, LES AVOCATS ONT FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS:

1-LE GOUVERNEMENT AMERICAIN A CONCEPTUALISE, CREE ET ORGANISE LES FORCES MERCENAIRES DANS LE BUT DE RENVERSER LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA.-

2-LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS A DONNE UN APPUIS MILITAIRE DIRECT AUX OPERATIONS DES "CONTRAS".-

3-LE PERSONNEL MILITAIRE ET LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS DES ETATS-UNIS ONT REALISE DES ATTAQUES DIRECTES CONTRE LE NICARAGUA LESQUELES ONT ETE APPROUVEES PAR LES PLUS HAUTS RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT ACTUEL ET EXECUTES SOUS LEUR SUPERVISION.-

4- LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS ENVERS LE NICARAGUA EST ILLEGALE: TOUTES LES OPERATIONS D'AIDE AUX GOUPEES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES FIGURENT DANS LE BUDGET DE LA NATION.-

5- LE GOUVERNEMENT AMERICAIN A VIOLE LE TRAITE D'AMITIE, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNE PAR LE NICARAGUA EN JANVIER 1956 EN IMPOSANT UN BLOCUS COMMERCIAL CONTRE CE PAYS.-

LE PROFESSEUR ABRAMS CHAYES, MEMBRE DE L'EQUIPES DES AVOCATS DU NICARAGUA, A DEFINI TRES CLAIEMENT LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT AMERICAIN EN AFFIRMANT AU COURS DES DELIBERATIONS QUE "LE BUT DE TOUTES CES ACTIONS ET DE LA POLITIQUE AMERICAINE CONTRE LE NICARAGUA A ETE DES LE DEBUT, CELUI DE RENVERSER LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA ET DE LE REMPLACER PAR UN REGIME ACCEPTABLE POUR L'ADMINISTRATION AMERICAINE".-

LES ETATS-UNIS NE SE PRESENTENT PAS.-

LES ETATS-UNIS NE SONT PAS PRESENTES LORS DES DELIBERATIONS DE LA COUR COMME ILS L'AVAIENT ANNONCE L'AN DERNIER. A CETTE OCCASION, LA MAISON BLANCHE AVAIT REVELE QU'ELLE N'COBEIRAIT PAS DECISIONS DE LA COUR, UN LIEU SOI-DISANT INADEQUAT POUR TRAITER 'D'AFFAIRE POLITIQUES'.-

CEPENDANT, LE JUGEMENT CONSERVE TOUTE SA VALIDITE LA COUR AYANT REPOUSSE LES ARGUMENTS AMERICAINS CONCERNANT SON INCOMPETENCE.-

L'AMBASSADEUR NICARAGUAYEN AUX PAYS-BAS M. CARLOS ARGUELLO, A DIT QUE LES ETATS-UNIS N'ONT PAS COMPARU A CAUSE DE L'EVIDENCE DES PREUVES PRESENTEES PAR LE NICARAGUA.-

'CETTE ABSENCE MEME DES ETATS-UNIS MONTRE CLAIREMENT QUI DETIENT LA VERITE', A-T-IL POURSUIVI.-

LE 12 SEPTEMBRE, JOUR DE L'OUVERTURE DU PROCES, LE PORTE-PAROLE DU DEPARTEMENT D'ETAT, BERNARD KALB, A DECLARE QUE SON PAYS CONTINUERAIT A BOYCOTTER LES SEANCES DU TRIBUNAL SOUS PRETEXTE QUE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE NE CHERCAIT PAS LA JUSTICE MAIS VOULAIT FAIRE DE LA PROPAGANDE.-

L'ON CROIT, DEVANT LE POIDS DES PREUVES PRESENTEES PAR LE NICARAGUA, QUE LE TRIBUNAL EMETTRA UN JUGEMENT FAVORABLE EN FAVEUR DE CE DERNIER ET METTRA EN EVIDENCE LA CULPABILITE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN.-

LES 15 JUGES DE LA COUR N'ONT PAS DE POUVOIRS EXECUTOIRES POUR EXIGER LE PAIEMENT D'UNE INDEMNISATION OU L'ARRET DE L'AGRESSION CONTRE LE NICARAGUA. CEPENDANT, UN JUGEMENT FAVORABLE RENFORCERAIT L'APPUI AU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE DU NICARAGUA ET AFFAIBLIRAIT LA POLITIQUE DE REGAN ENVERS CE PAYS.-

SELON M. CHAUES, UNE SENTENCE EN FAVEUR DU NICARAGUA SERAIT PRISE TRES AU SERIEUX EN EUROPE DE L'OUEST ET EN AMERIQUE LATINE, REGIONS QUI SONT IMPORTANTES POUR LE NICARAGUA, A LA FOIS ECONOMIQUEMENT ET POLITIQUEMENT.-

JUSQU'A PRESENT, ON NE CONNAIT PAS LA DATE DU DERDICT FINAL DE LA COUR DE LA HAYE, BIEN QUE DES SOURCES GINES DE FOI AIENT SOUTENU QUE LE JUGEMENT POURRAIT ETRE RENDU FIN OCTOBRE, DEBUT NOVEMBRE.-

II.- COSTA RICA: LES DESSOUS DU COUP MONTE DE LA PENCA.-

SAN JOSE, LE 27 SEPTEMBRE (ANN).- IL Y A SEIZE MOIS, SOIT EXACTEMENT LE 30 MAI 1984, TOUT LE PAYS ETAIT PROFONDEMENT ROULEVERSE PAR LES PREMIERES NOUVELLES VENANT DE LA ZONE FRONTALIERE.-

DES JOURNALISTE, DES CAMERAMEN, DES CHAUFFEURS ET DES DIZAINES DE TRAVAILLEURS DE LA PRESSE EN GENERAL VENAIENT DE TOMBER DANS UNE PIEGE MALEFIQUE EN SE RENDANT A UNE CONFERENCE DE PRESSE OU LE CHEF CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EDEN PASTORA DEVAIT FAIRE UNE AUTRE DE SES ANNONCES 'SPECTACULAIRES': SA RUPTURE AVEC ALFONSO ROBELO ET D'AUTRES DIRIGEANTS DE CE QUI AVAIT ETE 'L'ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE DEMOWCRATIQUE' (ARDE).-

LES JOURNALISTES AVAIENT ALORS ETE CODUITS A CE QUI ETAITN, A CE MOMENT-LA, LA PRINCIPALE BASE DE PASTORA DANS LE SECTEUR NICARAGUAYEN DE RIO SAN JUAN, UN CAMP IMPROVISE A MOINS DE DEUX KILOMETRES DU FLEUVE QUI SERT DE FRONTIERE AVEC LE COSTA RICA. AVEC EUX EST ENTRE CELUI QUI JUSQU'A HIER ETAIT UN 'MYSTERIEUX PERSONNAGE', UN FAUX DANOIS QUI UTILISAIT LA FAUSSE IDENTITE DE PER HANKER HANSEN.-

DANS SA VALISE IL NE PORTAIT PAS D'APPAREIL D'ENREGISTREMENT NI DE BLOC-NOTE MAIS BIEN UNE BOMBE QU'IL POSA SANS AUCUN SCRUPULE PRES DES REPORTERS ET DES CAMERAMEN. IL S'EST ENSUITE RETIRE DE LA VIELLE BATISSE OU AVAIT LIEU L'EVENEMENT ET A FAIT EXPLOSER LA BOMBE AU MOYEN D'UN DISPOSITIF DE TELECOMMANDE.-

LA MORT DE LA JOURNALISTE LYNDA FRAZER DU 'TICO TIMES', D'UN CHAUFFEUR DE LA CHAINE DE TELEVISION 6 DU COSTA RICA, LES MUTILATIONS QU'ONT SUBIES LES JOURNALISTE ROBERTO CRUZ ET

CARLOS VARGAS GENE RESPECTIVEMENTE DE L'AGENCE ''XINHUA'' ET DU JOURNAL ''LA REPUBLICA'' LES DIZAINES DE BLESSES, TOUT A ETE ATTRIBUE PAR LA PRESSE COSTARICAINE ''AU GOUVERNEMENT SANDINISTE''.-

PENDANT 16 MOIS RIEN N'A FILTRE ET ON EN EST ARRIVE A CROIRE QUE CETTE AFFAIRE TOMBERAIT DANS L'OUBLI. LA POLICE JUDICIAIRE ET LE PRINCIPAL CORPS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT COSTARICAINS N'ONT PAS ELUCIDE CETTE ENIGME.-

APRES PLUSIEURS MOS D'ENQUETE, UNE EQUIPE DE QUATRE JOURNALISTES, DONT L'UN D'EUX A ETE L'UN DES PROTAGONISTES DE L'INCIDENT, A REVELE LES RESULTATS D'UNE ENQUETE SERIEUSE D'APRES LAQUELLE UNE FOIS DE PLUS LE GOUVERNEMENT AMERICAIN, L'AGENCE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS (CIA) ET LES GROUPES QU'ELLE FINANCE EN AMERIQUE CENTRALE SONT LES RESPONSABLES DIRECTS D'UN ACTE DE TERRORISME.-

LES RECHERCHES EFFECTUEES PAR TONY AVIRGAN ET MARTHA HONEY, TOUS DEUX DE LA CHAINE DE TELEVISION AMERICAINE ABC AINSI QUE PAR EDGAR ULATE DE ''DERY DYER'', LES ONT AMENES A LA CONCLUSION QUE L'ATTENTAT AVAIT ETE ORGANISE PAR UNE CELLULE DES ''FORCES DEMOCRATIQUES NICARAGUAYENNE'' (FDN) AVEC L'APPUI FINANCIER DE 50 MILLE DOLLARS DE LA PART DE LA CIA.-

LES TEMOIGNAGES DE DEUX DESERTEURS DE CETTE CELLULE SONT LES ELEMENTS CLES DE CETTE ENQUETE, L'UN DE CES TEMOINS A ETE ASSASSINE PAR CETTE ORGANISATION ET L'AUTRE EST MAINTENANT CACHE PAR SA FAMILLE POUR EVITER UNE ''VENDETTA''.-

ON SAIT QUE CE PLAN A ETE CONCU AU HONDURAS, A MIAMI, A PANAMA ET AU COSTA RICA ET QUE DANS CE PAYS LA PROPRIETE DE L'AMERICAIN JOHN HULL A ETE UTILISEE COMME BASE D'OPERATION DE LA CELLULE TERRORISTE.-

CET INDIVIDU A ETE SIGNALE A PLUSIEURS REPRISES COMME LE PREMIER CONTACT ENTRE LA CIA ET LES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI OPERENT DANS LE NORD DU PAYS. DES CAMPS ONT ETE DEMONTES ET DES ARMES ET EQUIPEMENT MILITAIRES ONT ETE SAISIS SUR CETTE PROPRIETE MAIS LE GOUVERNEMENT COSTARICAINE N'A ADOPTE AUCUNE MESURE CONTRE CE PERSONNAGE ALLEGUANT LE ''MANQUE DE PREUVES''.-

LES REVELATIONS DES JOURNALISTES INCLUENT LE FAIT QU'AU MONIS DEUX HAUTS OFFICIERS DU MINISTERE DE SECURITE ET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR DU COSTA RICA AURAIENT ET (100) IMPLIQUES DANS CE COMLOT ET QUE C'EST GRACE A CETTE COLLABORATION QUE L'ASSASSIN-UN LIBRYEN DE DROITE, AMAC GALIL- AIT PU SORTIR DU PAYS PRESQU'AUSSITOT APRES LE MASSACRE.-

AVEC L'ELIINATION DU DIRIGEANT DE L'ARDE, LES FDN-CIA AVAIENT L'INTENTION DE ''NETTOYER'' L'ESPACE NECESSAIRE POUR ETABLIR DANS CETTE ZONE SES PROPRES EFFECTIFS, SELON LES JOURNALISTES.-

CETTE ENQUETE QUI SERA PUBLIEE PROCHAINEMENT SOUS FORME DE LIVRE A AUSSI REVELE QUE CET ATTENTAT N'A PAS ETE LE RESULTAT D'UNE DECISION ISOLEE MAIS FAISAIT PARTIE D'UN PLAN GLOBAL QUI VISAIT AVEC L'ELIMINATION DE PASTORA, LA REPETITION DE CONFLITS ARTIFICIELS SUR LES FRONTIERES DU NICARAGUA AVEC LES AUTRES ETATS VOISINS (HONDURAS ET COSTA RICA) ET CONTRE DES OBJETS AMERICAINS CE QUI SERVIRAIT DE JUSTIFICATION A UNE INVASION EVENTUELLE CONTRE LE NICARAGUA.-

DES FONCTIONNAIRES JUDICIAIRES ONT RECU LA DOCUMENTATION REMISE PAR LES CORRESPONDANTS DE LA CHAINE DE TELEVISION AMERICAINE ABC ET D'AUTRES JOURNALISTES ONT PROMIS DE L'ANALYSER. LA PRESSE NATIONALE N'A FAIT AUCUN COMMENTAIRE EDITORIAL COMME ELLE L'AVAIT FAIT AUPARAVANT ET N'A PAS NON PLUS MIS LA NOUVELLE EN MANCHETTE.-

LE CAS DE ''LA PENCA'' SE RETROUVERA DANS LES ARCHIVES DE LA POLICE LOCALE ET IL EST FORT POSSIBLE QUE L'ENQUETE DE CES JOURNALISTES DEVIENNE ''UNE VERSION DE PLUS'' DES FAITS.-

CE NE SERAI PAS NEUVEAU. PAR EXEMPLE, EN 1982, UN ATTENTAT A ETE REALISE CONTRE LES BUREAUX DE LA LIGNE AERIENNE HONDURIENNE SAHSA A SAN JOSE. PEU APRES, UN COLOMBIEN D'ORIGINE INCERTAINE A ETE CAPTURE, IL ASSURAIT ETRE L'AUTEUR DE CET ATTENTAT ET AVOIR AGI SUR LES ORDRES D'UN FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE NICARAGUAYENNE DANS CETTE CAPITALE.-

SUITE A CET INCIDENT TROIS DIPLOMATES NICARAGUAYENS ONT ET
EXPULSES ET QUELQUES MOIS PLUS TARD, LES TRIBUNAUX ONT ACQUITTE
LE COLOMBIEN PARCE QU'AUCUN DES FAITS RELIES A SA SUPPOSEE
CULPABILITE N'ETAIENT COHERENTS AVEC L'ENSEMBLE DE SA VERSION.-
(STIGUE)

III. CONTADORA: LE FINANCEMENT DES 'CONTRAS' AFFAIBLI LE TRAITE DE PAIX.-

LES NATIONS UNIES, SEPTEMBRE, (ANN).- LA POURSUITE DU FINANCEMENT
AMERICAIN AUX FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI ATTAQUENT LE
NICARAGUA AFFAIBLI LE TRAITE DE PAIX QUE LE GROUPE DE CONTADORA
VEUT VOIR SIGNE PAR LES PAYS CENTRE-AMERICAINS POUR LE 20
NOVEMBRE PROCHAIN.-

C'EST CE QUI RESSORT DES DECLARATIONS FAITES ICI CETTE SEMAINE
PAR LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DE LA COLOMBIE,
AUGUSTO RAMIREZ OCAMPO ET DU MEXIQUE, BERNARDO SEPULVEDA, AU
COURS DE CONFERENCES DE PRESSE.-

TOUS LES DEUX ONT REAFFIRME LE PRINCIPE DE LA NON-INGERENCE
ETRANGERE DANS LES AFFAIRES INTERNES DES PAYS CENTRE-AMERICAINS
BIEN QU'IL AIENT REFUSE DE LANCER UN APPEL EXPLICITE AUX
ETATS-UNIS A CESSER LEUR APPUI AUT 'CONTRAS'.-

A LA QUESTION DE SAVOIR SI LE GROUPE DE CONTADORA SERAIT PRET
A LANCER UN TEL APPEL PENDANT LE SPRINT FINAL DU PROCESSUS DE
NEGOCIATIO, RAMIREZ OCAMPO A DIT TEXTUELLEMENT: 'DANS LE
DOCUMENT QUE NOUS AVONS SIGNE LE 13 SEPTEMBRE (A PANAMA) ET
DANS CELUI QUE NOUS AVONS PRESENTE HIER AU SECRETAIRE GENERAL
DE L'ONU, NOUS AVONS CLAIREMENT DIT QUE POUR ACCELER ET COMPLETER
LE PROCESSUS IL EST NECESSAIRE QUE LES PAYS QUI ONT DES INTERETS
DANS LA REGION CONTRIBUENT A RENDRE POSSIBLE LA POURSUITE DU
PROCESSUS DE PAIX. NOUS AVONS INSISTE SUR LA NECESSITE DE NE
PAS NUIRE AUX CONVERSATIONS DE MANZANILLO ENTRE LE NICARAGUA
ET LES ETATS-UNIS QUI DOIVENT REPREDRE PARCE QU'ELLES POUR
AIENT AIDER A RELANCER LE PROCESSUS DE PAIX'.-

LE MINISTRE COLOMBIEN FAISAIT ALLUSION AU DIALOGUE BILATERAL
QUI A DEBUTE EN JUIN 1984 POUR ETRE SUSPENDU UNILATERALLEMENT
PAR LES ETATS-UNIS EN JANVIER DE CETTE ANNEE. DE PLUS, LE
GROUPE DE CONTADORA LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES ET
LE MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNES ONT DEMANDE LA REPRISSE DES
CONVERSATIONS RECONNAISSANT AINSI QUE SANS UNE ENTENTE ENTRE
WASHINGTON ET MANAGUA IL NE PEUT Y AVOIR UNE PAIX STABLE ET
DURABLE DANS LA REGION.-

LE MINISTRE SEPULVEDA A AINSI REPONDU A UNE QUESTION AU SUJET
DE LA POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION REAGAN ENVERS LE NICARAGUA:
'LES OBJECTIFS DE BASE DE CONTADORA SONT RELIES A LA NON-INTER-
VENTION, A LA LIBRE DETERMINATION, A LA PROSCRIPTION DE L'USAGE
DE LA FORCE, A LA COEXISTENCE DE SYSTEMES POLITIQUES DIFFERENTS..
MON IMPRESSION APRES TROIS ANS D'EFFORTS, EST QU'IL EXISTE UNE
CERTAINE ENTENTE A L'EFFET QU'AUCUN, REGIME NE PEUT SE VOIR
REFUSER ARBITRAIREMENT SON DROIT A L'EXISTENCE'.-

IL A AJOUTE QUE SI LE DOCUMENT DE CONTADORA ETAIT SIGNE, AUCUN
GOUVERNEMENT NE POURRAIT ENTREPRENDRE DES ACTIONS SUBVERSIVES
CONTRE UN AUTRE ETAT: 'IL S'AGIT D'UN ENGAGEMENT JURIDIQUE A
NE PAS LE FAIRE', A-T-IL SOULIGNE.-

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DE COLOMBIE A EXPLIQUE
POUR LA PREMIERE FOIS LE FONCTIONNEMENT DES MECANISMES QUE LE
GROUPE DE CONTADORA A PROPOSE POUR LA VERIFICATION ET LE CONTROLE
EN MATIERE DE SECURITE, UNE QUESTION CONTREVERSEE QUI EST L'UN
DES TROIS POINTS SUR LESQUELS IL N'Y A PAS ENCORE ACCORD
COMPLET DE LA PART DES PAYS CENTRE-AMERICAINS ET QUI SERONT
NEGOCIES A PANAMA A PARTIR DU 7 OCTOBRE PROCHAIN.-

M. RAMIREZ OCAMPO A DIT QUE LA VERIFICATION SERA FAITE PAR UN
COMITE COMPOSE DE QUATRE PAYS QUI NE SONT NI DE LA REGION NI DU
GROUPE DE CONTADORA ET DONT LES MEMBRES SERONT PROPOSES PAR LE

GRUPE DE CONTADORA ET APPROUVES UNANIMEMENT PAR LES CINQ PAYS CENTRE-AMERICAINS. CE COMITE, QUI AURA UN SECRETAIRE GENERAL LATINOAMERICAIN DISPOSERA AUSSI D'UN CORPS D'INSPECTEURS INTERNATIONAUX QUI AURONT "UN ACCES LIBRE ET SANS RESTRICTION" AUX ZONES OU PEUVENT SE PRESENTER DES INCIDENTS OU DE POSSIBLES VIOLATIONS DES ACCORDS. LE COMITE SUR VEILLERA AUSSI L'ELABORATION DES INVENTAIRES QUE LES PAYS DE LA REGION FERONT DE LEURS FORCES MILITAIRES IMMEDIATEMENT APRES LA SIGNATURE DU DOCUMENT ET SUPERVISERA LE PROCESSUS DE REDUCTIONS DE L'ARMEMENT QUE PREVOIT LE TRAITE.-

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE COLOMBIENNE A SOULIGNE QUE LE TRAITE "DOIT ETRE VU COMME UN TOUT" ET SES PREVISIONS EN MATIERES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIALE ET DE SECURITE "DEVRONT ETRE RESPECTEES DANS TOUS LEURS ASPECTS". IL S'EST DIT D'ACCORD AVEC LE FAIT QU'ILS DEVRONT ETRE MIS EN APPLICATION "SIMULTANEMENT", MOT EMPLOYE AVEC INSISTANCE PAR LES DIRIGEANTS AMERICAINS DANS LEURS COMMENTAIRES SUR LA POSSIBILITE DE SIGNER UN ACCORD DE PAIX.-

SELON CERTAINS ANALYSTES, LES ETATS-UNIS ET LEURS ALLIES CENTRE-AMERICAINS EXIGERAIENT DANS LE CADRE DE N'IMPORTE QUEL TRAITE, QUE LE NICARAGUA COMMENCE IMMEDIATEMENT UN NOUVEAU PROCESSUS ELECTORAL AVEC LA PARTICIPATION DES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES ET, SIMULTANEMENT, DES REDUCTIONS MILITAIRES SUBSTANCIELLES QUI METTRAIENT LES SANDINISTES DANS UNE POSITION DESAVANTAGEUSE VIS-A-VIS LES FORCES DE L'ENSEMBLE DE SES VOISINS.-

M. SEPULVEDA A REVELE QU' AU COURS DE SES CONVERSATIONS ICI AVEC LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DES ETATS-UNIS ET DE L'UNION SOVIETIQUE, "ON A MENTIONNE EXPLICITEMENT LE PROCESSUS MIS DE L'AVANT PAR LE MEXIQUE A CONTADORA ET DE L'OBLIGATION POUR TOUTES LES PARTIES IMPLIQUEES DANS LA QUESTION D'EFFECTUER UNE AUTHENTIQUE CONTRIBUTION POLITIQUE POUR TROUVER DES SOLUTIONS A UNE QUESTION QUI PEUT DEVENIR TRES DELICATE EN CE QUI A TRAIT AUX RELATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES. IL EXISTE AUSSI UNE OBLIGATION ET UNE RESPONSABILITE D'ENCOURAGER LE PROCESSUS DE NEGOCIATION ET CELA SIGNIFIE EN ARRIVER A DES ENTENTES POLITIQUES".-

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES MEXICAINES A AUSSI FAIT SAVOIR QUE LE GROUPE D'APPUI A CONTADORA -- FORME DE L'ARGENTINE, DU BRESIL, DU PEROU ET DE L'URUGUAY -- AVAIT DEJA COMMENCE SES DEMARCHES DIPLOMATIQUES EN FAVEUR DU PROCESSUS DE NEGOCIATIONS ET A MENTIONNE SPECIFIQUEMENT LES CONVERSATIONS QUI SE SONT TENUES DANS LES CAPITALES DE CES PAYS AVEC L'ENVOYE SPECIAL AMERICAIN, HARRY SCHLAUDEMANN CEPENDANT, IL A REFUSE DE REVELER LE CONTENU DE CES RENCONTRES.-

HIER, LES MINISTRES DU GROUPE DE CONTADORA ONT REMIS AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU, JAVIER PEREZ DE CUELLAR, LE "PROJECT FINAL" DU DOCUMENT DE PAIX EN SE MONTRANT OPTIMISME SUR LA POSSIBILITE DE VOIR LES PAYS CENTRE-AMERICAINS LE SIGNER AVANT LA FIN DE CETTE ANNEE.

CETTE SEMAINE, LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DU COSTA RICA A PARLE ICI EN TERME FAVORABLE DE CE DOCUMENT BIEN QUE LES AUTRES GOUVERNEMENTS DE LA REGION NE SE SOIENT PAS ENCORE PRONONCES SUR LE SUJET.
(STGUF)

IV. PANAMA: CONTINUTE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE MALGRE LE CHANGEMENT DE PRESIDENT.-

MANAGUA, SEPTEMBRE (ANN).- LA DEMISSION DE NICOLAS ARDITO BARLETTA ET SON REMPLACEMENT A LA PRESIDENCE DE PANAMA PAR UN DES VICE-PRESIDENTS ERICK ARTURO DEL VALLE, N'ENTRAINERA PAS DE CHANGEMENTS DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE NI DANS LA POLITIQUE INTERIEURE DU PAYS A DECLARE MME LUZ LEZCURA, CHARGEE D'AFFAIRES DU PANAMA AU NICARAGUA, AU COURS D'UN ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC NOTRE AGENCE.-

LE PRESIDENTE BARLETTA A ANNONCE LE 27 SEPTEMBRE AU MATIN EN RENDANT PUBLIQUE SA LETTRE DE DEMISSION, QU'IL AVAIT PERDU L'APPUI DES FORCES ARMEES ET DES PARTIS MEMBRES DE L'UNION NATIONALE DEMOCRATIQUE (INADE), COALITION QUI L'AVAIT PORTE PRECEDEMMENT AU POUVOIR.-

IL METTAIT FIN AINSI A LA CRISE POLITIQUE QUI, LA VEILLE AU SOIR, SECOURAIT PANAMA. RECONNAISSANT QU'IL LUI AURAIT ETE IMPOSSIBLE DE REMPLIR LES "OBJECTIFS DE SON GOUVERNEMENT" A CAUSE DES DIVERGENCES QUI L'OPPOSAIENT AUX PARTIS POLITIQUES, M. BARLETTA A DIT: " EN RENONCANT A MES FONCTIONS PRESIDENTIELLES, JE VEUX CONTRIBUER AU MAINTIEN DE LA PAIX".-

LES AUTORITES PANAMEENNES ONT SOULIGNE DANS L'ANNONCE OFFICIELLE DU CHANGEMENT SURVENU A LA PRESIDENCE QUE LA DEMISSION DE M. BARLETTA AVAIT ETE SUIVIE D'UNHE "TRANSITION PACIFIQUE" ET QUE, "DANS LE RESPECT DES REGLES FIXES PAR LA CONSTITUTION NATIONALE, IL AVAIT ETE PROCEDE A LA NOMINATION DE M. ERICK ARTURO DEL VALLE, MEMBRE DU PARTI REPUBLICAIN ET PREMIER VICE-PRESIDENT". C'EST CE QU'A RAPPELE MME LEZCURE.-

LA DIPLOMATE PANAMEENNE A EGALEMENT INDIQUE QUE LES INSTRUCTIONS ENVOYEEES PAR SON GOUVERNEMENT SOULIGNAIENT QUE "SI LES CHANGEMENTS ONT LIEU, LES POSTULATS DE PANAMA DEMEURENT CEUX DU RESPECT DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION, DE LA RECHERCHE DE LA PAIX ET DU SOUCI CONSTANT DE L'INDEPENDANCE NATIONALE".-

DANS LES DOCUMENTS OFFICIELS DU MINISTERE PANAMEEN DES RELATIONS EXTERIEURES SONT AUSSI RATIFIES LA CONTINUITE DE SA LIGNE POLITIQUE ET MEME SON RENFORCEMENT EN CE QUI A TRAIT A SES DEMARCHES DE PAIX DANS LE CADRE DE CONTADORA, GROUPE DONT LE PANAMA EST MEMBRE AVEC LE MEXIQUE, LE VENEZUELA ET LA COLOMBIE.-

D'AUTRE PART, MME LEZCURE A DECLARE QUE LE GOUVERNEMENT PANAMEEN DANS LES COMMUNICATIONS QU'IL AVAIT FAITES, INDIQUAIT QUE "DES POINTS DE VUE DIFFERENTS SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE MISE EN OEUVRE A PANAMA" ET LES CONTRADICTIONS QU'ILS AVAIENT ENTRAINEES AVAIENT ETE L'ORIGINE SPECIFIQUE DU CHANGEMENT A LA PRESIDENCE. L'ON SAVAIT DEJA QUE LE PRESIDENT DEMISSIONNAIRE VOULAIT FAIRE PASSER DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE UN PAQUET DE LOIS MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL.-

CETTE TRANSFORMATION DU CODE DU TRAVAIL QUE LE FONDS MONETAIRE (FMI) AVAIT EXIGEE, ENTRE AUTRES CHOSES, AVAIT PROVOQUE A SON ENCONTRE DANS LA DERNIERE PERIODE, TOUTE UNA SERIE DE MANIFESTATIONS DE TRAVAILLEURS PANAMEENS.-

A PROPOS DU CODE DU TRAVAIL ET DE LA DETTE EXTERIEURE DE QUATRE MILLIARDS CINQ CENT MILLIONS DE DOLLARS, LE GOUVERNEMENT PANAMEEN, AINSI QU'IL EN A INFORME DIRECTEMENT SON AMBASSADE, "METTRA EN CEUVRE DES MESURES QUI S'ACCORDERONT DEVANTAGE A LA REALITE NATIONALE", A PRECISE BIPLOMATE.-

MME LEZCURE A AJOUTE: "L'ON NOUS A ANNONCE QUE L'INDUSTRIE NATIONALE ALLAIT ETRE PROTEGEE".-

ELLE A INDIQUE ENFIN, QUE LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT PANAMEEN AVAIENT AFFIRME, EN FAISANT ALLUSION AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES FIXEES PAR LE GENERAL OMAR TORRIJOS HERRERA, DECEDE EN 1981 QUE "IL N'Y AURAIT PAS SEULEMENT UN RENFORCEMENT DE CONTADORA, MAIS QUE LES LINEAMENTS DU TORRISIME SERAIENT AUSSI AFFERMIS".-

PENDANT CE TEMPS, A PANAMA, LE NOUVEAU PRESIDENT, UN AGRO-INDUSTRIEL DE 48 ANS, MEMBRE DU PARTI REPUBLICAIN, A DECLARE QUE SON PAYS PASSAIT PAR "UNE DES PLUS DIFFICILES ETAPES DE SON HISTOIRE". "LES EVENEMENTS QUI M'ONT CONDUIT AU POUVOIR NE RESULTENT PAS D'UNE SECRETE ORCHESTRATION D'INTRIGUES ORSCURES ET COMPLIQUEES MENEES AU PROFIT D'UNE AMBITION PERSONNELLE MAIS DE L'AUTOCOMBUSTION DE L'ETAT D'EROSION CONTINUELLE QUI NOUS ENTRAINAIT CHAQUE JOUR PLUS A LA DERIVE ET DANS LEQUEL LE PAYS S'ENFOCAIT DEPUIS DES MOIS", A-T-IL ASSURE.-

M. DEL VALLE A EGALEMENT AFFIRME QUE "L'ETAT NE PEUT ETRE UN CORPS AMORPHE, DESARICULE, DESAGREGE, SANS COHESION NI GOUVERNAIL. LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT NE DOIT PAS SE FAIRE EN NE' TENANT COMPTE QU'UNE DE SES PARTIES ET EN IGNORANT LES AUTRES COMME LE PRETENDENT CEUX QUI VEULENT DIVISER LEUR ETAT ET LES ORGANISMES QUI EN DEPENDENT".-

"LES FORCES DE LA DEFENSE NATIONALE NE PEUVENT ETRE NI ECARTEES NI IGNOREES DANS LE SEUL BUT DE COMPLAIRE A LEURS ENNEMIS ET DETRACTEURS ETERNELS".-

LE PRESIDENT DEL VALLE A ANNONCE D'AUTRE PART QU'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE ALLAIT ETRE CONCERTEE EN VUE DE SORTIR DE LA CRISE ET QU'ELLE EMBRASSERAIT TOUS LES SECTEURS ECONOMIQUES DU PAYS.-

"ALORS QUE LA DEMOCRATIE NOUVELLEMENT ACQUISE N'A PU ETRE CONSOLIDEE ET QUE L'ECONOMIE DEPRIMEE N'A PU ENTRE REACTIVEE", LE PANAMA A ETE AMENE "AU SEUIL DU DECOURAGEMENT" PAR LE MANQUE DE FERMETE DANS SA DIRECTION, PAR L'ABSCENCE DE DISCIPLINE ET DE RESPECT A L'INTERIEUR DU PAYS COMME PAR LA SITUATION DE LA REGION CENTR-AMERICAINE, A-T-IL AJOUTE.-

POUR OBTENIR UNE INDISPENSABLE "RECUPERATION ECONOMIQUE NATIONALE" ET AVANCER VERS DE NOUVELLES REALISATIONS, LE PAYS A MANQUE DE "CONFIANCE EN LUI MEME", A DIT M. DEL VALLE.-

IL A APPELE A PLUS DE DISCELNEMENT LES GROUPES D'OPPOSITION QUI UTILISENT LES "ERREURS OU LES LACUNES" POUR TENTER D'AGIR CONTRE L'INTERET NATIONAL PAR DES COMPORTEMENTS QUI FONT LE LIT DE LA DESTABILISATION, DE LA DESUNION, DU DELABREMENT ECONOMIQUE ET QUI ATTENTENT A LA PAIX SOCIALE.-